



## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES











---

**Maintenance, Vérification et Entretien des portes automatiques, barrières levantes et portails aux centres hospitaliers de Saint-Lô, Coutances et du centre hospitalier de proximité de Carentan les Marais**

---

**Groupement Hospitalier de Territoire du Centre Manche**  
715 RUE HENRI DUNANT  
BP 65509  
50009 SAINT LO

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Maintenance, Vérification et Entretien des portes automatiques, barrières levantes et portails aux centres hospitaliers de Saint-Lô, Coutances et du centre hospitalier de proximité de Carentan les Marais
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	1 an
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Durée et délais d'exécution.....	5
3.1 - Durée du contrat .....	5
3.2 - Reconduction .....	5
4 - Prix .....	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
4.2 - Modalités de variation des prix .....	5
5 - Garanties Financières .....	6
6 - Avance .....	6
6.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	6
6.2 - Garanties financières de l'avance .....	6
7 - Modalités de règlement des comptes .....	6
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
7.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
7.3 - Délai global de paiement .....	7
7.4 - Paiement des cotraitants .....	7
7.5 - Paiement des sous-traitants .....	7
8 - Conditions d'exécution des prestations .....	7
9 - Développement durable.....	8
10 - Clauses environnementales .....	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
11.1 - Décision après vérification .....	8
12 - Garantie des prestations.....	8
13 - Pénalités .....	8
13.1 - Pénalités de retard .....	8
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	8
14 - Assurances .....	9
15 - Résiliation du contrat .....	9
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	9
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	9
16 - Règlement des litiges et langues .....	10
17 - Clauses complémentaires.....	10
18 - Clauses techniques particulières .....	10
19 - Dérogations .....	12

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Maintenance, Vérification et Entretien des portes automatiques, barrières levantes et portails aux centres hospitaliers de Saint-Lô, Coutances et du centre hospitalier de proximité de Carentan les Marais

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Centre hospitalier mémorial de Saint-Lô, Centre hospitalier de Coutances, Centre hospitalier de Proximité de Carentan les Marais

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes 1 à 8
- Les BPU unitaire (fournis)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- Bon de commandes

### 3 - Durée et délais d'exécution

#### 3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2025.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

#### 3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 1 an et 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 4 - Prix

#### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

cf. annexes 2 et 6 fournies, à compléter et à retourner avec l'offre

#### 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont ajustables annuellement, par référence au tarif. La référence utilisée est : Bordereau de prix unitaire.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 15 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,0 % par période d'ajustement.

Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

## 5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Référence CHORUS PRO : SIRET 265 001 073 00013 (ch. de Saint-Lô) - code service numéro: 006-2  
Maintenance technique

Référence CHORUS PRO : SIRET 265 001 107 00019 (ch. de Coutances) - code service numéro: 006-2  
Maintenance technique

Référence CHORUS PRO : SIRET 265 001 016 00012 (ch. de Carentan) - PAS DE CODE SERVICE

### **7.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **7.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **7.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **8 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

Centre Hospitalier Mémorial France Etats-Unis  
715 RUE HENRI DUNANT  
BP 65509  
50009 SAINT LO

CH de Coutances  
2 RUE DE LA GARE  
50208 COUTANCES

Centre Hospitalier de Proximité de Carentan les Marais  
1 AVENUE QUI QU'EN GROGNE  
50500 CARENTAN LES MARAIS

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## 9 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## 10 - Clauses environnementales

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 12 - Garantie des prestations

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :  
Le matériel remplacé au cours des visites bénéficie de la garantie habituelle 1 an. En cas de défaillance pendant cette période, il sera remplacé à la charge du titulaire et sous sa responsabilité.

## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 30,00 €.

- Pour les retards de maintenance systématique par jour de retard :
- 30 € .H.T. par jour de retard à compter du 10ème jour de retard (date du dernier contrôle noté sur le registre)

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 250,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.



## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le prestataire devra être assuré suivant les prescriptions réglementaires de l'arrêté interministériel du 11 mars 1977 et la norme AFNOR P 82-002 de juin 1978. / Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques sur les lieux de travail.

## 15 - Résiliation du contrat

### 15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 17 - Clauses complémentaires

Afin de faciliter les diverses opérations de ce marché, le titulaire ainsi que les Centres Hospitaliers de Saint-Lô, de Coutances et de Carentan les Marais doivent se tenir mutuellement informés de toute modification ou tout changement des interlocuteurs techniques ou administratifs représentant les deux parties.

La redevance forfaitaire ne comprend pas le remplacement des pièces défectueuses. Les pièces neuves de remplacement seront facturées séparément, suivant les prix du bordereau (annexe N°2) ou après établissement par le titulaire d'un devis détaillé, à l'issue de chaque visite.

Les factures afférentes aux éventuelles prestations hors redevance forfaitaire devront rappeler les numéros des bons de commande correspondants et du marché.

Prises en charges de nouveaux matériels ou installations en cours d'année :

Lorsque de nouveaux matériels sont pris en charge dans le présent contrat en cours d'année, le montant de la redevance les concernant est établi par application des prix unitaires du bordereau. Il sera procédé de la même façon pour réduire la redevance en cas d'exclusion de matériels pour mise hors d'usage, réforme, etc.

Après accord des parties, la liste des matériels sera mise à jour compte tenu des nouveaux matériels à incorporer à cette liste ou des matériels à exclure du contrat. Et cela fera l'objet d'un avenant.

## 18 - Clauses techniques particulières

Maintenance

### 1.1 - Entretien préventif

Le prestataire devra assurer un minimum de deux visites par an. Les dates de visite feront l'objet d'un accord préalable entre les services techniques des Centres Hospitaliers et le prestataire.

L'entretien comprend la fourniture des produits de lubrification et de nettoyage, des divers produits consommables, des petites fournitures mécaniques et électriques, notamment :

- Huiles, graisses, chiffons
- Décapant, dégrissant, dégraissant
- Remplacement des petites pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal de la porte (galets, axes, goupilles, signalisation, organes de l'armoire de manœuvre)
- Ampoules, voyants, fusibles

Plus généralement, le prestataire doit la fourniture de toutes les pièces dont le montant unitaire est inférieur à 100 € H.T. (exemple Sandow, câblette de levage, etc.)

Le remplacement des petites fournitures se fera par des matériaux conformes aux prescriptions du constructeur, d'origine et de marque.

Suite à la notification du marché, le titulaire retenu devra procéder aux relevés des matériels installés dans chacun des bâtiments de chaque centre hospitalier, en prenant rendez vous avec le responsable technique de chaque établissement. L'occasion pour le prestataire retenu de faire part de ces observations.

Pour le Centre Hospitalier de Saint-Lô Monsieur Fabien NICOLLE (Tél. 02 33 06 54 44)

Pour le Centre Hospitalier de Coutances Monsieur Mickael GIARD (Tél. 02 33 47 40 30)

Pour le Centre Hospitalier de Proximité de Carentan les marais Monsieur Yves MORICE (Tél. 02 33 42 50 56)

## 1.2 Les opérations à effectuer dans le cadre du marché de maintenance

La description des opérations à effectuer n'est donnée qu'à titre indicatif et ne saurait se substituer à toutes les opérations de contrôle que le titulaire doit au regard de la réglementation et des avis constructeurs. L'objectif de ces visites est de réduire le risque de pannes et de maintenir dans le temps les performances initiales des matériels installés.

## 1.3 Contrôle des installations détail des prestations

La périodicité des visites est fixée à 2 interventions systématiques (2 x par an) celle-ci seront proratisées sur la 1er période de marché pour chacun des établissements.

Le titulaire procédera aux opérations détaillées dans les annexes pour chaque établissement.

Les dates de visite feront l'objet d'un accord préalable entre les services techniques de chaque établissement.

## 1.4 Maintenance des installations détail des prestations

Le titulaire du contrat procédera, en plus des opérations de contrôle décrites ci-avant, au cours de chaque visite aux opérations détaillées en annexe 7 Nomenclature des Opérations à réaliser aux Centres Hospitaliers de Saint-Lô, Coutances et de Carentan les Marais).

## 1.5 Les délais d'interventions

En cas de défaut ou de dysfonctionnement, sur simple appel téléphonique de la personne responsable représentant les Centres Hospitaliers de Saint-Lô, Coutances et de Carentan les Marais, adressé au service compétent du titulaire dont le nom et le numéro d'appel sont mentionnés dans l'annexe N° 8 (à renseigner par chaque candidat), le titulaire déléguera sur place un technicien dans les délais précisés ci-dessous.

- jours ouvrables : délai 2 heures pour le CH de Coutances
- jours ouvrables : délai 2 heures pour le CH de Saint-Lô
- jours ouvrables : délai 2 heures pour le CHP de Carentan les Marais
- En variante : Proposition 7/7 jours, 365 jours de délais de 2 heures pour les 3 centres hospitaliers

Ces interventions de dépannage feront l'objet d'une facturation distincte selon les conditions proposées par le titulaire à l'article 3.

Toutefois, l'appel de chaque Centre Hospitalier peut être motivé par un besoin de renseignement ou précision auprès du titulaire. Il n'impliquera donc pas de facturation s'il n'y a aucun déplacement. Le technicien remettra le matériel en fonctionnement. En cas d'impossibilité, il en rendra compte immédiatement au technicien responsable de chaque centre.

### 1.6. Modalités d'exécution

Le titulaire du contrat pour son exécution sollicitera l'aide d'un responsable du client, lequel devra notamment :

- l'informer des règles et textes en vigueur dans chaque établissement ;
- lui faciliter l'accès aux locaux, aux installations à contrôler ;
- lui procurer tous les documents nécessaires à l'exécution de sa mission ;
- l'accompagner dans l'accomplissement de certaines tâches, particulièrement quand les locaux ou leur contenu peuvent comporter des risques particuliers.

Les visites de contrôle ne seront en aucun cas fractionnées sur des journées non consécutives (exception faite des jours fériés, samedi et dimanche).

De plus l'entretien et la maintenance des portes automatiques, barrières levantes et portails seront effectués selon les périodicités d'entretien et préconisations constructeurs.

Le titulaire s'engage à laisser en fin de marché les bâtiments en état normal de fonctionnement dans le cadre du contrat.

### 1.7. L'information sur les interventions dans les Centres Hospitaliers - Rapport de visite

Lors de toute intervention dans les Centres Hospitaliers, les techniciens devront systématiquement établir un compte rendu ; ce document mentionnera :

- la nature de l'intervention, maintenance, dépannage ;
- les examens, inspections, essais ;
- les observations relevées ;
- les résultats constatés, les
- travaux de remise en ordre ;
- les noms des techniciens ;
- le nombre d'heures passées sur site.

De plus, les bons d'attachements seront systématiquement visés par un représentant du service technique de chaque Centre Hospitalier. Un exemplaire lui sera remis, avec la liste éventuelle des pièces remplacées.

### 1.8. Moyens humains et matériels

Le Titulaire définit dans son offre les moyens humains et matériels qu'il compte affecter afin d'exécuter les prestations objet du présent Marché. Les personnels devront disposer de toutes les qualifications, habilitations et compétences nécessaires à la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art et normes en vigueur.

La définition de ces moyens dans l'offre du Titulaire sera considérée comme étant des moyens minimaux mis en place pour le Marché.

## 19 - Dérogations

- L'article 3.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

**ANNEXE 7**  
**Les Opérations de Maintenance Préventives**  
**(À réaliser deux fois par an)**

La prestation consiste à réaliser la vérification Périodique obligatoire en cours d'exploitation par un organisme agréé (ou technicien compétent) dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés.

Cette prestation de vérification périodique réglementaire portera sur tous les équipements et appareils cités ci-dessous et comprendra en particulier :

**Pour la 1<sup>er</sup> visite semestrielle**

- l'état de conformité des appareils par rapport à la réglementation en vigueur
- la vérification de l'opérateur
- Nettoyage des guides de vantaux, rails de coulissants, radar et de tous les accessoires de portes.
- la vérification des éléments de guidage (rail, galets, etc.)
- la vérification des articulations
- la vérification des systèmes d'équilibrage
- la vérification des organes de protection et de sécurité (cellules, barre palpeuse, fin de course, etc.)
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de débrayage manuel
- Vérification de la coupure du moteur en position porte ouverte
- Graissage des éléments mécaniques
- Nettoyage et vérification des joints d'accès et d'étanchéité
- la vérification du bon fonctionnement des limiteurs d'effort
- la vérification des cycles de fonctionnement dans les zones d'accostage
- Fourniture des ingrédients nécessaires à ces opérations d'entretien.

**Pour la 2<sup>ème</sup> visite semestrielle**

- les mêmes vérifications que ci dessus
- la vérification du verrouillage
- la vérification des organes de commande et de télécommande
- la vérification des organes d'équilibrage
- la vérification de l'armoire de commande et de ses composants
- la vérification de la fixation de la porte et des points de corrosion
- Vérification des sécurités électriques et mécaniques
- Vérification des sécurités (cellules batteries)

**Périodicité de vérification**

**Les contrôles vis à vis du Code du travail et de la réglementation correspondent à deux visites semestrielles**